



## SEINE MARITIME

# CDAS du 11 octobre 2018 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2019, le Premier Ministre a annoncé un nombre historique de suppression d'emplois dans la fonction publique de l'Etat : **4 500** en 2019 et plus de **10 000** les années suivantes.

Au palmarès des ministères les plus impactés, sans surprise, il n'hésite pas à nommer une nouvelle fois les administrations de Bercy en tête de liste (Finances publiques, Douanes, INSEE et Administration Centrale).

Les collègues apprécieront « cette attention toute particulière de notre gouvernement », eux qui sont condamnés à perpétuité, aux suppressions d'emplois, aux réformes en tout genre, à des restructurations tous azimuts, à une perte de pouvoir d'achat de 16 % depuis 2000 et à un déroulement de carrière proche du néant.

La rigueur budgétaire reste et restera la clef de voûte de la politique gouvernementale mais sous couvert de la réduction des dépenses publiques, nous assistons bel et bien à la destruction programmée des emplois publics et au final du service public.

Les mesures récemment annoncées (gel des prestations sociales, projet de réforme des retraites, réforme de l'assurance chômage, continuité de suppressions de missions publiques et de suppressions d'emplois avec Cap 2022), fruits de cette politique libérale, relèvent d'une logique d'individualisation mettant à mal la solidarité et la justice sociale.

Dans ce contexte d'austérité, l'action sociale est primordiale pour les agents, actifs et retraités, pour leurs familles. Notre action sociale est un acquis de 1989 auquel nos collègues sont particulièrement attachés puisque son but est de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

L'action sociale répond à une nécessité. Elle doit apporter aide et soutien aux agents en proposant des actions en adéquations avec leurs besoins.

Pour l'Intersyndicale 76, l'action sociale demeure plus que jamais une priorité.

Pour cela, nous revendiquons le maintien de la restauration de proximité, le développement de l'action sociale envers la petite enfance en accentuant les moyens de garde et en informant sur les différentes prestations Cesu, le droit aux vacances pour toutes et tous à des prix abordables.....

L'intersyndicale 76 restera vigilante et mobilisée pour répondre au mieux à une conception ambitieuse de l'action sociale.

Nous soulignons de nouveau la nécessité d'une meilleure communication pour la connaissance des prestations auprès de tous les bénéficiaires, actifs et retraités.

Localement, il conviendra de s'attacher à ce que l'intégralité du budget soit consommé pour des actions de qualité.

Concernant les réunions CDAS, nous rappelons :

- Notre volonté d'avoir des comités avec des documents nous permettant de pouvoir exprimer valablement nos votes, dans les délais réglementaires ( art4 ).

- Sur l'organisation des GT, le retour aux pratiques antérieures : des GT sur des points ponctuels comme l'arbre de Noël, les choix de sorties....